HAL
open science

2014, l'année brésilienne (Introduction)

Olivier Dabène

▶ **To cite this version:**

Olivier Dabène. 2014, l'année brésilienne (Introduction). Les Études du CERI, 2014, n° 207-208, pp.4 - 7. hal-03393480

HAL Id: hal-03393480

https://sciencespo.hal.science/hal-03393480v1

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Introduction
2014, l'année brésilienne

Olivier Dabène

Dilma Rousseff pourrait être élue personnalité de l'année 2014 en Amérique latine. La présidente du Brésil a réussi à organiser une Coupe du monde de football exemplaire, apportant un démenti cinglant aux oiseaux de mauvais augure qui ont accaparé les médias pendant des mois. Très impopulaire en début d'année, empêtrée dans un scandale de corruption et handicapée par une récession économique, elle est ensuite parvenue à offrir au Parti des travailleurs (PT) une quatrième victoire consécutive aux élections présidentielles. L'année 2014 n'a pourtant pas été uniquement brésilienne[1]. La crise vénézuélienne en début d'année a engagé le pays dans une zone de turbulence et a mis à jour une étonnante faiblesse de la diplomatie régionale.

La crise vénézuélienne et l'Unasur

L'ampleur des manifestations étudiantes de février 2014 à Caracas a surpris, et la violence de la répression a choqué, donnant des motifs supplémentaires aux opposants pour descendre dans la rue exprimer leur rejet de la révolution bolivarienne. Dans un premier temps, la crise a eu pour effet de tétaniser l'Amérique du Sud. A cet égard, le contraste avec la réaction à la crise de 2002-2003 est saisissant.

Il y a douze ans, la crise ouverte par le coup d'Etat du 11 avril 2002 contre Chávez, poursuivie par la grève pétrolière déclenchée en décembre, avait été unanimement condamnée. Le 15 janvier 2003, profitant de la prise de fonction du président équatorien Lucio Gutiérrez, un mini sommet réunissait le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'ancien président colombien César Gaviria, et les présidents du Brésil (Lula), de la Colombie (Uribe), du Chili (Lagos), de la Bolivie (Sánchez de Lozada) et du Pérou (Toledo). Un « groupe d'appui au secrétaire général de l'OEA » était constitué, composé du Brésil, du Chili, du Mexique, de l'Espagne, du Portugal… et des Etats-Unis, qui avaient pourtant reconnu le coup d'Etat. Cinq ans plus tard, l'Amérique du Sud était entrée dans une autre époque. L'Union des nations sud-américaines (Unasur), dont le traité avait été signé le 23 mai 2008, s'imposait rapidement comme médiateur à l'occasion de la crise bolivienne en septembre de la même année, ou pour dissiper le climat de guerre froide qui règnait dans la région à la suite du bombardement par la Colombie, le 1er mars 2008, d'un camp des Forces armées révolutionnaire de Colombie (FARC) situé en territoire équatorien.

Cette série de succès s'est interrompue en 2014. L'Unasur a mis plus d'un mois à réagir à la crise vénézuélienne. La nouvelle présidente du Chili, Michelle Bachelet, qui avait déjà accueilli à Santiago le sommet extraordinaire de 2008 sur la Bolivie, a réuni un mini sommet le jour de son investiture, le 11 mars 2014. C'est finalement une simple résolution des ministres des Affaires étrangères de l'Unasur qui a mandaté une mission de médiation, composée du Brésil, de l'Equateur et de la Colombie. L'Unasur n'a pu toutefois empêcher l'enlisement des négociations entre le gouvernement et l'opposition, car elle était alors handicapée par un déficit de leadership. Le « moteur » Chávez-Lula n'a pas été remplacé, et le poste de secrétaire général de l'Unasur était vacant au premier semestre.

[1] Voir le dossier consacré au Brésil sur le site de l'Opalc : **www.sciencespo.fr/opalc/content/bresil-2014**. [Nota bene : toutes les références http qui figurent dans ce volume ont été vérifiées le 5 décembre 2014.]

Des relations internationales apaisées

Au plan international, l'Amérique latine a pourtant enregistré en 2014 de beaux succès.

Le Brésil, tant décrié par des propos alarmistes, a parfaitement réussi l'organisation de sa Coupe du monde de football, même s'il lui faudra du temps pour digérer son humiliation sportive. La prestation des équipes latino-américaines a permis de projeter une image positive du continent. Le Chili battant l'Espagne et le Costa Rica et l'Uruguay éliminant l'Italie resteront des symboles de pays dynamiques et solidaires, face à une Europe du Sud vieillissante. Le parallèle ne doit certes pas être poussé trop loin, mais nous avons tout de même décidé de traiter le sujet sérieusement[2].

Dans un autre registre, on retiendra l'arbitrage rendu en janvier 2014 par la Cour internationale de Justice de La Haye concernant le différend frontalier entre le Chili et le Pérou. Comme de coutume, l'arrêt de la Cour ne satisfait pleinement aucune des deux parties, mais l'essentiel est ailleurs. Dans les mois qui ont précédé la décision et dans les semaines qui l'ont suivie, les deux pays ont déployé une intense activité diplomatique et politique afin de se conformer au nouveau tracé de la frontière maritime et de tourner définitivement la page. D'autres différends sont en examen à la Cour, notamment entre le Costa Rica et le Nicaragua, la Colombie et le Nicaragua et entre la Bolivie et le Chili. Il est à espérer que les pays concernés sauront faire preuve de la même sagesse le moment venu.

D'une certaine façon, la réélection de Juan Manuel Santos en Colombie est aussi réconfortante. Artisan de la réconciliation avec le Venezuela au lendemain de son entrée en fonction en 2010, il est le garant d'un apaisement durable des relations entre les deux voisins.

Au plan économique, même la dégradation de la situation au Venezuela et en Argentine ne préoccupe guère. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les effets de contagion ont toutes les chances de demeurer modestes[3], sauf pour l'Uruguay.

Une croissance économique modeste

La faiblesse chronique du commerce intrarégional protège en effet les pays des effets de contagion. L'Amérique latine est bien plus préoccupée par la diminution des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, après la décennie exceptionnelle des années 2000. La croissance en 2014 est restée à un niveau modeste, de l'ordre de 1,2 %, handicapée par le manque de dynamisme du Brésil. Le Mexique, favorisé par la reprise américaine, s'en sort un peu mieux, tandis que d'autres pays se sont montrés plus performants, notamment dans la zone andine (Pérou, Bolivie et Colombie). En Amérique centrale, le Panama se distingue, avec la plus forte croissance du continent.

Le débat sur la façon d'alimenter la croissance économique dans la phase actuelle de fléchissement des prix des matières premières n'est pas tranché. Comme souvent, ce débat oppose les tenants d'une politique de stimulation de la demande à ceux qui prônent des réformes structurelles pour augmenter la productivité.

Les gouvernements ne peuvent plus compter sur la conjonction entre la hausse de l'emploi formel dérivée de la croissance et des politiques redistributives généreuses pour prolonger les progrès sociaux des années 2000. La diminution de la pauvreté a ralenti et les inégalités ne diminuent plus. En l'absence

[2] Voir la quatrième partie de ce volume : L. Gómez, F. Louault, G. Fleury, « Un illusoire consensus ? La densité politique de la Coupe du monde de football en Amérique latine ».

[3] FMI, « Perspectivas Económicas. Las Américas », avril 2014, pp. 33-35 (**www.imf.org/external/spanish/pubs/ft/reo/2014/whd/wreo0414s.pdf**).

de réformes fiscales significatives[4], les gouvernements en sont réduits à des palliatifs insuffisants pour calmer les demandes sociales qui s'expriment dans la rue dans de nombreux pays.

Hormis en Argentine et au Venezuela, l'inflation est par ailleurs sous contrôle.

Le mécontentement social

Le Brésil a bien sûr concentré l'attention en 2014. La faible croissance économique n'a pas facilité la tâche de la présidente Rousseff. La perspective des élections et l'organisation de la Coupe du monde ont de surcroît ouvert une fenêtre d'opportunité pour les mouvements sociaux. Le séisme social de juin 2013 n'a toutefois pas connu de répliques. Les manifestations ont été nombreuses mais de faible ampleur, ce qui ne signifie pas que le mécontentement se soit dissipé, tout au contraire. D'après une enquête réalisée par le Pew Research Center[5] quelques semaines avant les manifestations de 2013, 55 % des Brésiliens n'étaient pas satisfaits de la situation de leur pays. Un an plus tard, cette proportion atteignait 72 %. De même en 2014, ils étaient 67 % à estimer que la situation économique n'était pas bonne, contre 41% un an auparavant. L'organisation de la Coupe du monde de football était rejetée par 61 % d'entre eux, au motif qu'elle déviait inutilement des ressources publiques susceptibles d'être consacrées à l'amélioration des services publics.

Le même sondage montrait que les préoccupations prioritaires des Brésiliens demeuraient la hausse des prix (85 %), la criminalité (83 %), la santé (83 %) ou encore la corruption (78 %), autant de thèmes pour lesquels l'action de Dilma Rousseff était sévèrement jugée. Les candidats d'opposition n'en ont pas pour autant tiré profit, tant il était difficile par exemple de soutenir les opposants à la Coupe et de se ranger derrière leur slogan « *Não vai ter copa* » (« La Coupe du monde n'aura pas lieu »). Malgré tout, la Coupe du monde a servi d'accélérateur du mécontentement et de miroir grossissant pour les manifestations.

Ailleurs dans le continent, et pour divers motifs, les manifestations ont été nombreuses.

En Colombie, le monde rural a exprimé ses préoccupations quant à l'augmentation des exportations nord-américaines. Au-delà de la « crise de l'agro », les syndicats ont dénoncé le non-respect du Plan d'action dans le domaine du travail, signé en 2011 pour débloquer la ratification par le Congrès américain du Traité de libre-échange. Des trente-sept mesures destinées à améliorer la situation des travailleurs et à faire respecter leurs droits, plusieurs n'ont pas été appliquées et les autres ne le sont que partiellement[6]. La violence exercée à l'encontre des syndicalistes et l'impunité des coupables sont encore monnaie courante.

Au Chili, les étudiants ne baissent pas la garde et rappellent la nouvelle présidente à ses engagements de campagne : une éducation supérieure gratuite et de qualité. Au Pérou, ce sont les travailleurs impliqués dans des activités d'extraction minière illégale qui ont violemment réclamé des délais pour régulariser leur situation. Les professionnels de la santé ont aussi eu recours à la grève pour défendre leur niveau de rémunération, tandis que les populations indigènes continuaient de protester contre la pollution générée par les projets pétroliers sur leur territoire. Au plus bas dans les sondages, le président Ollanta Humala n'était pas enclin à se montrer trop ferme.

[4] World Bank, « Social gains in the balance. A fiscal policy challenge for Latin America & the Caribbean », février 2014 (**https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17198**).

[5] Pew Research Center, « Brazil discontent ahead of world cup. President Rousseff gets poor marks on key issues », juin 2014 (**www.pewglobal.org/2014/06/03/brazilian-discontent-ahead-of-world-cup/**).

[6] CTC-CUT, « Tres años de incumplimiento del Plan de Acción Laboral Obama-Santos », avril 2014 (**http://cut.org.co/informe-sobre-los-tres-primeros-anos-de-implementacion-del-plan-de-accion-laboral-pal/**).

Le Mexique constitue un cas à part. Ce pays a aussi connu son lot de mobilisations sociales, notamment contre la réforme du secteur de l'énergie lancée par le président Enrique Peña Nieto en 2013. Certains Etats du Mexique comme le Guerrero, le Sinaloa, le Chihuahua et le Morelos sont de surcroît plongés dans une situation de violence inquiétante. Dans le Michoacán, la constitution de groupes d'autodéfense, sur le modèle des groupes paramilitaires d'extrême droite colombiens des années 1990 (Autodéfenses unies de Colombie), a provoqué une hausse sensible de la violence. La signature en janvier 2014 d'un « accord pour l'appui fédéral à la sécurité de Michoacán » n'a guère fait évoluer la situation. Dans le Guerrero, un groupe de quarante-trois étudiants disparaissaient le 26 septembre, après avoir été l'objet d'une attaque par des policiers et des délinquants, provoquant stupeur et indignation. Après la « guerre » contre les cartels de la drogue menée et largement perdue par le président Fox dans les années 2006-2012, le Mexique de Peña Nieto se trouve confronté à la même impuissance.

Une année électorale chargée

L'Amérique latine a connu une année électorale chargée, avec sept élections présidentielles. Comme les années précédentes, les élections se sont dans l'ensemble déroulées dans de très bonnes conditions, nonobstant quelques incidents qui témoignent des suspicions persistantes qui entachent la qualité de la démocratie.

Ainsi a-t-on vu l'ancien président Uribe dénoncer une fraude lors des élections législatives du 9 mars 2014 en Colombie. Selon ses dires, son nouveau parti, le Centre démocratique, se serait vu déposséder de quelque 250 000 voix, mais aucune preuve tangible n'a été apportée.

Au Salvador, le parti de droite Alliance républicaine nationaliste (Arena) a aussi accusé le gouvernement de gauche du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) d'avoir orchestré une fraude. Salvador Sánchez Cerén (FMLN) ne l'a emporté qu'avec 6 634 voix d'écart, ce qui peut évidemment susciter quelques doutes. Même dans le très démocratique Costa Rica, les élections ont été le théâtre d'un curieux spectacle entre les deux tours de la présidentielle : le candidat du Parti de libération nationale (PLN) de la présidente sortante Laura Chinchilla s'est retiré du second tour, alors même que la Constitution ne le permet pas. Le candidat de gauche, Luis Guillermo Solís, a vu la portée de sa victoire amoindrie.

Au Brésil, c'est le décès accidentel d'un candidat, Eduardo Campos, qui a un temps rebattu les cartes. La présidente sortante l'a tout de même emporté. La victoire de Dilma Rousseff est historique : le PT remporte sa quatrième élection consécutive, ce qui n'était jamais arrivé.

L'Année politique de l'Amérique latine 2014 a choisi de revenir dans sa première partie sur une région, l'Amérique centrale, qui a connu une séquence électorale intense. Elle se penche aussi sur quatre pays à l'actualité chargée : la Colombie et les négociations de paix, la crise au Venezuela, les cent premiers jours de Bachelet au Chili et les audacieuses réformes de Pepe Mujica en Uruguay. Dans sa partie historique, ce volume analyse les commémorations de deux coups d'Etat beaucoup moins commentés que le coup d'Etat brésilien de 1964 : celui de 1954 au Guatemala et celui de 1964 en Bolivie. Il revient aussi sur le vingtième anniversaire de deux évènements qui concernent le Mexique : la révolte zapatiste et l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena). La troisième partie est consacrée aux élections qui offre un panorama transversal et analytique de l'année électorale. Enfin, dans sa dernière partie, *L'Année politique 2014* prend du recul par rapport à la Coupe du monde et réfléchit à la « densification politique » du football.